

pas de développement sans la parole des hommes et des femmes des villages et un dialogue entre eux

Une expérience d'animation rurale en République du Niger (1).

Il me paraît bien prétentieux de mêler ma voix au concert de celles qui s'élèvent en cette année de la femme, tant j'ai conscience que mon expérience est limitée, dans le temps et dans l'espace.

De cette expérience toutefois j'ai tiré un certain nombre de réflexions, d'idées qu'il est important sans doute de livrer à l'échange à travers cette revue.

Et cette parole que je prends c'est une manière de la redonner un peu (dans l'impossibilité où je suis de la leur donner vraiment) non pas aux « Paysannes du Niger » — multiples, différentes et dont personne ne peut rendre compte qu'elles-mêmes — mais aux Rabi, Toka, Delou, Hawa, Minao, Zeinabou et tant d'autres qui m'ont tant appris, paysannes haoussas dont j'ai aimé le courage et les rires. A celles aussi qui m'ont aidée à voir, à comprendre, à travailler : les cadres nigériennes de l'animation dont les noms et la personnalité ont accompagné et marqué profondément les débuts de l'animation féminins et ma propre expérience : les Amsa, Amina, Ouma...

Avant d'essayer de présenter ce que fut l'animation rurale au Niger, je veux encore préciser que j'ai quitté ce travail depuis 4 ans, le Niger depuis 3 ans et qu'il manque à cette relation toute l'évolution représentée par une participation effective des femmes à des projets de développement à travers laquelle, pour la première fois, leurs préoccupations économiques sont prises en compte sur un plan global et non plus seulement lors de petites opérations ponctuelles.

(1) L'auteur tient à souligner que cet article l'engage personnellement et non au titre de l'IRAM. N.D.L.R.

Je veux dire aussi que pour moi — dans la limite de mon expérience et de ma perception personnelle des problèmes de développement — malgré les limites institutionnelles, économiques et humaines que j'évoquerai, l'animation rurale nigérienne, en permettant aux hommes et aux femmes des villages de prendre la parole pour dire ce qu'ils étaient, ce qu'ils souhaitaient, en leur permettant, par l'habitude d'un certain dialogue avec les services, de prendre une part active et responsable aux actions proposées, a accompli une tâche essentielle. Je dirai plus loin pourquoi, dans cette perspective, le cadre du développement me paraît plus apte à remplir cette tâche que celui de l'enseignement.

Enfin je terminerai cette présentation, trop longue à mon gré mais qui me paraissait nécessaire, en affirmant ma conviction, née des lectures, de la réflexion et de la fréquentation d'organismes internationaux faites depuis mon retour, que recueillir et faire entendre la parole des femmes (et des hommes) rurales d'Afrique est une tâche urgente et prioritaire si l'on veut que son développement échappe à l'aliénation, qu'il soit véritablement auto-centré.

La découverte d'un chef de canton (très « moderne » en ce sens qu'il ajoutait au pouvoir traditionnel un pouvoir politique, administratif et économique certain), au terme d'une longue résistance à la libéralisation des coopératives de sa zone :

« On dit qu'ils sont illettrés, mais ils ont leur point de vue ! » me paraît un premier pas indispensable que nous n'avons pas encore complètement franchi...

l'animation rurale au Niger

Née de la volonté de l'ancien Président du Niger, M. Diori Hamani, qui ressentait très vivement le fossé existant entre les cadres administratifs politiques et techniques du pays et la population paysanne, l'animation rurale a été créée en 1963, avec l'appui technique d'un institut de Recherche et d'Application de Méthodes de Développement (IRAM). Elle visait une participation active des paysans au développement du pays.

Elle s'adressait aux hommes des villages et devait établir un double courant : des paysans vers le Gouvernement, qui leur permettait ainsi d'exprimer leurs souhaits, leur conception du développement ; et du Gouvernement vers les paysans auxquels elle devait faire connaître les objectifs de développement que s'était fixé le pays.

Plusieurs ambiguïté pèseront lourdement sur l'évolution de l'animation :

- la constitution de l'animation en service administratif, si elle permettait une prise en charge des cadres, l'extension de l'action et son contrôle par le Niger, créait une barrière difficile à franchir...

Comment persuader un village qu'il ne serait « animé » que s'il voulait bien, qu'on ne ferait avec lui ce qu'il souhaiterait, alors qu'il avait devant lui des fonctionnaires, présentés par l'autorité administrative, venus dans un véhicule administratif, tout l'appareil auquel il était habitué à obéir... L'organisation paysanne mise en place (regroupements de villages animés, coopératives etc.) même si, dans certains cas elle était soigneusement préparée et si les paysans y prenaient une responsabilité réelle, n'en devenait pas pour autant leur chose, elle était toujours impulsée d'en haut.

- les services techniques voyaient également d'un mauvais œil la concurrence de ce service rival, sans objectifs techniques précis et dont la critique pédagogique leur paraissait toujours intolérable. Souvent la nécessité, pour l'animation, de se justifier, l'amenait à se substituer à eux, et les paysans voyaient arriver, pour une action relativement simple deux ou trois cadres dont le « travail » leur apparaissait bien théorique...

- la volonté politique du Président n'était pas partagée par l'ensemble de l'équipe au pouvoir. L'animation rencontrait localement de très vives résistances et, au fil des années, les choix clairs et les décisions n'étaient plus pris qui auraient permis à l'animation de mener au-delà des prémisses, l'organisation paysanne.

- Enfin l'ambiguïté majeure était bien l'ambition de vouloir promouvoir un développement à forte participation paysanne dans un pays dont l'économie était dominée (économie marchande basée sur l'arachide et, à un degré moindre, le coton), les modèles de consommation proposés par les coopérants et les fonctionnaires ne faisant que renforcer cette domination.

Je me souviens encore avec netteté du choc éprouvé quand, après une campagne agricole, où nous étions intervenues auprès des femmes pour promouvoir l'utilisation de l'engrais et du traitement des semences, nous nous sommes retrouvées, au début de la commercialisation, en train d'expliquer (avec une pédagogie adaptée bien sûr, tableau de feutre etc.) une baisse brutale du prix d'achat de l'arachide !

Malgré ces limites, qui d'ailleurs ne se sont éclaircies que progressivement pour moi, j'ai continué ce travail à cause de l'importance de la prise de conscience et de la formation des paysans et de certains cadres qu'il entraînait ; ceci jusqu'à ce qu'il soit clair pour moi que la participation paysanne n'était qu'un alibi.

l'animation féminine

L'animation féminine est mise en place trois ans après le démarrage de l'animation au développement — par la force des « choses » exclusivement masculine ! — à la demande de la population et des cadres qui ressentaient le déséquilibre d'un effort de développement mené sans la participation des femmes.

Le premier plan quadriennal du Niger (1965-68) note qu'« on ignore beaucoup de choses sur le rôle de la femme et son degré d'autonomie ». Aussi l'animation

féminine, à son début, en 1966, s'attache surtout à connaître ces femmes rurales nigériennes, à mettre au point les méthodes qui permettront cette connaissance et un travail commun, et à rechercher et former des cadres nigériennes. Elle travaille alors dans deux arrondissements (Say, département de Niamey à l'ouest, et Matameye, département de Zinder à l'est) et touche 16 villages.

Fin 1973 l'animation féminine est implantée dans 17 centres ruraux et 2 centres urbains répartis dans 5 départements. Elle touche environ 234 villages.

● méthodes de travail

Au départ l'animation féminine, se trouvait devant la **nécessité d'une recherche méthodologique imposée par la réalité nigérienne**, bien qu'elle bénéficie alors de l'expérience acquise par l'animation masculine : on connaissait peu, nous l'avons dit, la réalité de la vie des femmes rurales; si les hommes eux-mêmes avaient demandé qu'elles soient associées aux efforts de développement, ils n'en restaient pas moins sur la défensive. Les cadres masculins de l'animation eux-mêmes étaient ambivalents, animateurs certes mais hommes face à une évolution des femmes également.

Ces données l'ont amenée à réviser les méthodes de l'animation masculine. La période dite de « sensibilisation » au cours de laquelle on cherche à établir le dialogue avec le village a été allongée, pour se transformer en effort de connaissance du milieu plus approfondie. **L'approche des femmes elles-mêmes se faisait en trois étapes :**

- **les autorités du village d'abord** (chef de village, président du comité, marabout, etc.) sans le soutien desquelles rien n'est possible (« mais s'il n'était pas d'accord vous n'entreriez même pas au village » répondaient en riant des femmes à qui nous demandions si le chef de village était d'accord pour une action qu'elles proposaient).
- **les hommes ensuite** à qui, comme pour les autorités, on présentait notre projet, les cadres qui allaient le mettre en œuvre, à qui l'on demandait comment ils concevaient cette action, ce qu'ils souhaitaient pour leurs femmes, qui exprimaient également craintes et réticences.
- **les femmes enfin à qui l'on faisait raconter leur vie quotidienne et les problèmes qu'elles recontraint.**

Ces réunions étaient régulières, nombreuses, afin d'établir progressivement l'habitude du dialogue avec des interlocuteurs représentant le pouvoir, l'autorité, ce qui entraînait une certaine réserve.

Les besoins sortent alors peu à peu : souci de la santé des enfants, d'une amélioration des conditions de travail : eau, pilage, bois, mais aussi soucis de productrices et de femmes ayant à faire face à des charges financières de plus en plus lourdes auxquelles le mari, écrasé par l'impôt ou multipliant ses propres charges, ne peut plus faire face.

Il est possible ensuite de chercher avec elles quelques réponses possibles et de bâtir des programmes de stages répondant à des besoins concrets.

Les femmes délèguent alors certaines d'entre elles pour « apprendre » et l'on peut noter le degré d'acceptation du village au fait qu'au lieu de proposer, comme ils le faisaient spontanément au début des échanges, d'envoyer en formation des jeunes filles ou des femmes « libres », ils désignent des femmes bien insérées dans le village, souvent liées à son chef d'ailleurs, nous le découvrirons plus tard.

En fait la formation d'animatrices est très vite remise en question par les cadres de l'animation féminine pour quelques raisons essentielles :

- aucune initiative n'était prise tant par le groupe des femmes, qui attendait tout des animatrices que par les animatrices elles-mêmes qui attendaient des « ordres » des cadres de l'animation. Aucun individu ne peut ici se singulariser, seuls des groupes peuvent être novateurs;
- la zone d'influence réelle d'une animatrice se limitait aux maisons voisines de la sienne;
- enfin la grande instabilité des femmes en pays haussa surtout (voyages, divorces) rendait nul l'investissement formation quand une animatrice quittait le village.

Il faut ajouter qu'en l'absence de projets de développement à cette époque, leur action était très limitée et les femmes, ayant bien d'autres choses à faire désertaient des réunions qui ne leur apportaient rien de concret.

Aussi, et dans la mesure où l'intervention des services techniques ou l'existence des projets le lui permettait, l'animation s'est-elle attachée ensuite à former plutôt

▼ ... action dans le domaine sanitaire ..





▲ ... village animé : séance de présentation de petits sujets par animatrice...

un groupe de villageois, hommes et femmes, en vue d'une action précise et limitée dans le temps. Cela permettait de multiplier les agents de changement dans le village et d'éviter de figer des rôles nouveaux, objets de conflits ou d'inquiétude dans la communauté villageoise.

L'attention portée à tout ce qui était révélateur de la réalité sociologique avait permis très vite de constater un certain nombre de blocages provenant des rapports de force entre les femmes et les hommes et le fait que les actions de développement n'étaient proposées qu'à l'une ou l'autre des parties aggravait cette situation.

Un projet global dans lequel était demandé la **participation commune des hommes et des femmes** permettait l'amorce d'un véritable dialogue entre eux, condition préalable — c'est une conviction profonde — à un véritable développement.

● la pédagogie

Pendant toute la première phase, les réunions ont été enregistrées et transcrites afin d'étudier la manière dont s'exprimaient les mentalités et les problèmes et d'accéder au langage de la communauté villageoise. De la réflexion sur ces enregistrements est sortie la pédagogie utilisée :

- elle s'appuie sur la connaissance traditionnelle des paysans et fait constamment **référence au vécu, au concret**. Il a été très important pour nous et pour les cadres de découvrir comment, face au blanc, au scolarisé, les paysans se défendent — avec quelle malice ! — par l'attitude de non savoir : « c'est toi qui sait », et quelle connaissance réelle cela recouvre...;
- elle est basée sur la **répétition** et une **progression lente**;
- elle fait **appel aux images et proverbes traditionnels**, intègre le langage culturel.

Une part importante est faite aux **supports audio-visuels**, tableau de feutre en particulier avec lequel les femmes se sont très vite familiarisées. Des

livrets aide-mémoire sont remis à la fin de la formation spécialisée (matrones, secouristes, coopératives, etc.) sur lesquels quelques lignes en langue vernaculaire sous les images rappelant ce qui a été appris, veulent être une incitation à l'alphabétisation.

L'alphabétisation n'a pas été un objectif prioritaire de l'animation féminine. Il y a beaucoup d'actions dans lesquelles les femmes peuvent faire la preuve de leur compétence, de leur capacité à s'organiser et à prendre des responsabilités et pour lesquelles elles n'ont pas besoin, dans un premier temps, d'être alphabétisées. **A mon avis c'est de ces responsabilités que doit naître chez elles le désir de savoir lire et écrire leur langue afin de maîtriser davantage leur vie et leur devenir.** Elles mettront alors toute leur intelligence et leur capacité d'apprendre pour l'acquisition de ce savoir, dont elles auront alors parfaitement intégré la nécessité et qu'elles auront en permanence l'occasion d'utiliser.

Il me semble que s'il leur est proposé prématurément, en dehors des problèmes qui font la trame de leur vie quotidienne, elles ne s'y intéresseront pas, ou pas longtemps.

De même en ce qui concerne la scolarisation des filles, l'animation n'est pas intervenue. Mon opinion personnelle est que là encore il est, à travers le développement de meilleurs moyens — dans un premier temps — d'épanouir et de former les petites filles, si tôt femmes. Bien sûr, et dans le but déjà cité d'une maîtrise croissante de leur vie c'est un passage nécessaire, mais **il faudra que l'école soit autre si l'on ne veut pas continuer à séparer un peu plus les écoliers de tout ce qui constitue leurs racines.**

Et je veux livrer à ce sujet la remarque — fruit d'une observation et d'une réflexion dont la profondeur et la vérité n'étonnera pas ceux qui ont un jour « écouté » les paysans — d'un paysan de l'ouest nigérien à propos de l'école : **« oui l'école, c'est bien, mais il faudrait prendre nos enfants plus grands, quant ils sont passés par notre éducation, ils pourraient alors prendre dans l'école ce qui est bon pour eux... »**

● les cadres

L'animation féminine a recruté, au début de son action, des jeunes femmes sur les critères essentiels d'intérêt pour le milieu rural et l'acceptation des contraintes du travail d'animation : longues heures, voire tournées de plusieurs jours en brousse, horaires irréguliers, et au niveau C.E.P., puis B.E.P.C. Leur formation était assurée directement par les conseillères, elles-mêmes installées dans les arrondissements. Ces jeunes femmes étaient soit dans un autre cadre (éducation nationale, santé) et ont demandé leur détachement, soit étaient seulement mariées à des fonctionnaires en poste dans la région.

Ce fut une grande chance de pouvoir travailler dès le début avec des cadres, d'une grande ouverture, restées proches du milieu traditionnel, et ayant

participé avec passion au démarrage de l'action et à la réflexion méthodologique. On peut dire que la formation donnée à travers le travail quotidien (préparation des réunions, étude de contenu, organisation des actions, contacts avec les services, réalisation des supports visuels, etc.) était réciproque et personnellement, je suis sûre d'avoir plus appris d'elles qu'elles n'ont appris de moi. Des confrontations entre les régions enrichissaient cette réflexion.

Les cadres ont été les instruments privilégiés de cette expression des femmes avec lesquelles elles entretenaient une relation confiante et gaie sur laquelle s'est établie le travail avec les villages, et on leur doit la pédagogie très adaptée des actions menées.

Un double problème s'est néanmoins rapidement posé : les absences dues aux maternités ou aux affectations des maris et la nécessité, pour faire face à une extension importante, de recruter également des jeunes filles, au sortir de leur scolarité. A leur manque d'expérience et de maturité s'opposait alors leur plus grande disponibilité.

La formation a été prise en charge au niveau national, sous forme de sessions périodiques, puis par un cycle spécial à l'ENA ou à l'école nationale de santé publique.

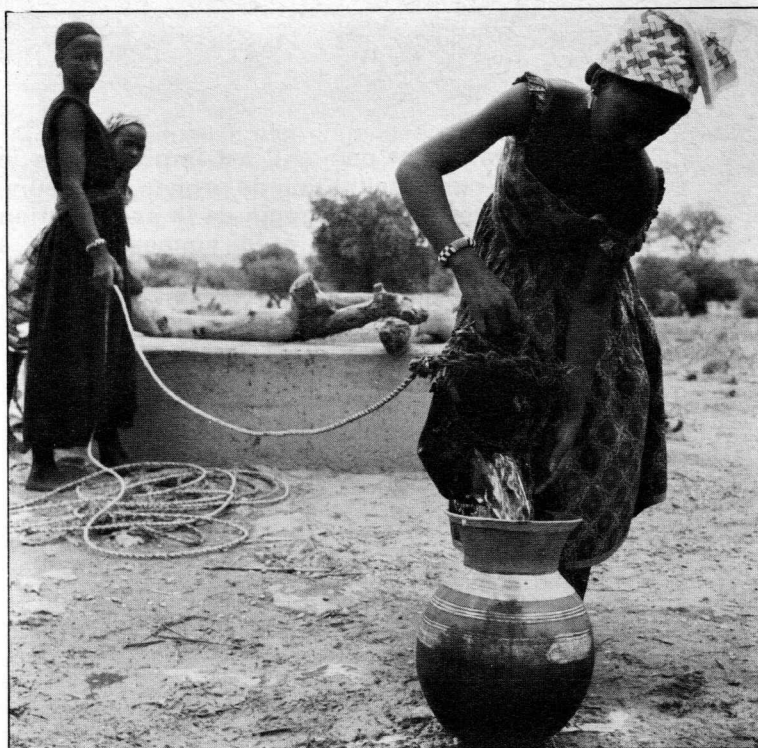
Il faut souligner que la nécessité d'un recrutement intensif n'a pas permis une sélection rigoureuse sur le critère de la motivation pour le milieu rural et l'évolution observée permet de poser une question fondamentale : l'animateur peut-il être un fonctionnaire ? La réponse est pour moi à chercher du côté des coopératives qui prennent en charge leurs propres animateurs...

● les actions menées

Ne pouvant, dans le cadre de cet article, entrer dans le détail de chacune de ces actions, je me bornerai à indiquer les principes qui les guidaient. Il est bien évident que ces principes, pour des raisons diverses, n'étaient pas toujours respectés. **Nous ne prétendons pas proposer des modèles mais des exemples de réalisations** qui connaissaient aussi leurs lenteurs, leurs échecs, leurs ratés inévitables.

Un des obstacles principaux était l'absence d'une programmation régionale qui aurait permis des actions concertées et évité sans doute les accidents « techniques » qui, se répétant, entraînaient une lassitude très grande des paysans : engrais ou fongicides arrivant après les pluies, trousse de matrones promises et non livrées, opération « chèvre rousse » proposée aux hommes alors que ce sont les femmes qui possèdent les chèvres, etc., et ce n'est pas parce que l'animation « expliquait » ces bévues qu'il y avait développement...

Il faut aussi préciser que l'animation féminine, bien qu'ayant dès le début identifié les fortes préoccupations économiques des femmes, n'a pu, pendant longtemps, que très rarement leur apporter des éléments de réponse suffisants, en l'absence surtout de projets de développement intéressant les zones où



▲ ... information nécessaire sur le problème de l'eau...

elles travaillaient. Elle s'est donc longtemps consacrée à des actions dans le domaine sanitaire en particulier (formation de matrones, de secouristes, nutrition etc.) indispensables certes, et dont le besoin était fortement ressenti par la population hommes et femmes, mais qui ne prenaient pas en compte la totalité de la vie des femmes, et leur souci majeur.

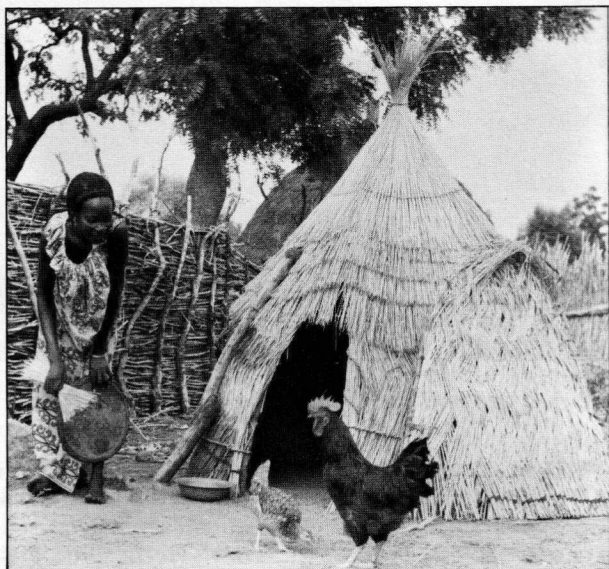
progressions adoptées

Pour toutes ces actions, que j'énumère plus loin, l'animation essayait de respecter les étapes suivantes :

- **connaissance de la situation traditionnelle et perception qu'en avaient les villageois** (exemple, pour la santé : signes cliniques reconnus de la maladie, à quoi elle était attribuée, soins traditionnels, etc.) afin d'adapter l'enseignement à ces connaissances, de préserver et stimuler les pratiques adéquates;
- **proposition d'une action quand il y avait un thème technique valable, une capacité des services à répondre aux besoins décelés;**
- **utilisation d'une pédagogie adaptée;**
- **prise en charge par les groupes concernés : formation d'un auto-encadrement et gestion collective;**
- **un contrôle et une évaluation des résultats.**

La constitution d'un auto-encadrement paysan est un objectif majeur. Constitué il permet non seulement une prise en charge réelle des projets par les villages mais aussi donne, dans ceux-ci, des interlocuteurs capables, non seulement de réaliser un projet extérieur, mais, ce qui est indispensable, de contribuer à son élaboration comme cela a été le cas dans deux projets intéressants les départements de Zinder et de Maradi.

L'animation n'est pas — il est important de le rappeler — une facilitation de projets extérieurs, elle doit être une pédagogie de la participation des groupes humains à la conception et à l'élaboration d'un développement auto-centré, d'opérations spontanées de développement.



▲ ... opération coqs

● actions dans le domaine économique

Elevage

Opération coqs — mise en place dans les villages de coqs sélectionnés devant permettre une amélioration de la race locale.

Opération chèvres rousses — même objectif que pour l'opération coqs. S'y ajoute l'intérêt d'une peau appréciée pour la tannerie.

Agriculture

Participation aux campagnes agricoles pour la diffusion des thèmes techniques : engrais, fongicide, densités de semis, etc.

Participation à un projet visant à améliorer la production agricole à reforester et à régénérer les sols.

● actions dans le domaine sanitaire

Formation de matrones — Formation des matrones traditionnelles visant à améliorer leur pratique sur le plan de l'hygiène, des évacuations vers les dispensaires, de l'enregistrement des naissances, et de la surveillance des nouveaux-nés.

Opération flavoquine — Prise en charge d'un traitement anti-paludéen par les villages.

Hygiène — Problème de l'eau : information, vulgarisation de filtres, quelquefois opération construction de puits.

Nutrition — Vulgarisation de la bouillies de mil et éducation alimentaire (complétée par une opération jardinage).

Opération PMI — Dans les centres urbains, essai d'animation des quartiers pour intéresser les femmes à la PMI.

Il faut ajouter à cette énumération (qui doit comporter quelques oublis) une opération récente mais d'un intérêt primordial dans la mesure où cela avait été un des tous premiers besoins exprimés par les femmes : l'implantation de **moulins à mil** dans certains villages, la gestion, l'entretien étant pris en charge par la communauté villageoise.

quelques réflexions pour l'échange...

A travers cette expérience émerge la dure réalité de la vie des femmes rurales :

- **une tâche quotidienne très lourde** : eau, bois, pilage, participation aux travaux agricoles sur les champs de la famille d'abord, sur les siens propres ensuite si elle en a, soins aux enfants, etc.

- **une grande insécurité personnelle** liée à la polygamie, qu'elles vivent très difficilement et dont elles lient clairement les problèmes au fait que le mari ne respecte pas ses engagements :

— « quand il y a une co-épouse, ce n'est pas elle qui te fait du mal c'est le mari. Il a une nouvelle femme, tout son amour est pour elle. Tu vois ton mari sortir, il revient les poches pleines, passe devant toi et donne tout à l'autre. Tu es là, comme ça, c'est ça qui amène la bagarre... » ;

— « tout vient des hommes. Si le mari n'a pas commencé, même si la femme (la 2e) est venue, cela se passera bien. Mais c'est quand il montre qu'il aime l'une plus que l'autre »...

Quand il fait preuve de justice et de respect pour toutes ses femmes elles savent très bien en souligner les aspects positifs :

— « si tu t'entends avec ta co-épouse, vous êtes des amies » ;

— « avec une, on est devenues comme des parents ; maintenant, quand je rentre le soir, je trouve tous mes canaris remplis et mes chèvres abreuvées ».

Ce problème, qui entraîne répudiations mais aussi divorces demandés de plus en plus souvent par les femmes elles-mêmes est lourd de conséquences : éclatement de la société traditionnelle, refus de s'engager ensemble dans des investissements, prostitution accrue dans la périphérie des villes, etc. Celles-ci sont aggravées par la pression économique grandissante (impôt, baisse du pouvoir d'achat, rareté des terres ou épuisement, modèles de consommation, etc.).

Face à ces pressions, l'homme est de plus en plus incapable de faire face au rôle dévolu par la tradition, et recourt au mensonge pour attirer une nouvelle femme :

— « Plusieurs fois mon mari m'a chassée pour prendre une nouvelle épouse. Mais maintenant il peut bien en épouser 3 ou 4, cela me fait rien car je sais qu'il n'a pas d'argent. Si une nouvelle vient, je lui dirai : « mange ce que tu vois » ;

- « il y a un homme qui a demandé à la jeune femme : est-ce que tu sais traire les vaches ? et il n'avait même pas un âne ! » ;

— « ils mentent, empruntent des habits et un cheval pour tromper la femme » ;

Ce qui rend, bien sûr, le quotidien rapidement insupportable.

De tout cela elles font elles-mêmes une analyse très lucide et quand on leur demande si ce sont les hommes ou les femmes qui « font des histoires » elles répondent :

— « les uns et les autres » ;

- « chacun a son caractère » ;

Mais aussi :

— « certaines années, comme cette année, les hommes font plus d'histoires que les femmes » ;

— « c'est l'impôt qui les provoque. L'homme fait des histoires pour que la femme paie elle-même son impôt » ;

— tu as cultivé avec lui tout le jour, vous avez labouré, vous avez fait le premier et le deuxième binage ensemble, vous avez récolté ensemble et il va porter le mil à celle dont il ne connaît même pas le caractère. Il y a peu de femmes qui peuvent supporter cela !

J'ajouterai que si cette insécurité est ressentie fortement par les femmes, les hommes s'inquiètent de plus en plus de l'extrême mobilité de celles-ci et une de leurs demandes à l'animation féminine était celle-ci : « apprenez à nos femmes à rester avec nous ». Bien sûr, ils les voulaient dociles et assujetties, mais cette inquiétude paraît rendre possible l'amorce d'un dialogue entre les hommes et les femmes.

● une vulnérabilité économique majeure

Elles se sont partiellement « libérées » certes d'une dépendance économique totale par l'acquisition d'un pouvoir d'achat personnel (cultures personnelles, petit commerce et artisanat, etc.) qui les rend plus autonomes et leur permet de fuir une situation quand elle leur devient insupportable :

— « Moi je ne reste pas pour me battre avec mon mari. On s'est marié parce qu'on s'aimait. Au début, quand l'un entend la voix de l'autre, il est content. Puis, quand l'un parle, l'autre ne répond pas. Alors je pars avant que les histoires commencent. »

Elles aident de plus en plus souvent l'homme à payer l'impôt et si une solidarité peut s'établir à cette occasion, les rôles traditionnels sont détruits, l'homme n'a plus le pouvoir d'imposer sa volonté.

Mais cette situation met en évidence la domination que subissent les hommes, le poids de l'oppression économique qui s'exerce sur eux et qui détruit l'ensemble de la réalité sociale. Aucune « libération » vraie d'un groupe ne peut se faire aux dépens d'un autre...

Pas de développement vrai sans développement de tous les groupes... on pourrait multiplier les exemples d'un « développement » qui s'exerce aux dépens des femmes.

D'une part, alors qu'elles assument presque partout en Afrique une part importante de la production, elles sont, dans de nombreux pays, laissées, à l'écart de tout effort de modernisation, au moins jusqu'à une date récente.

En outre :

- si certaines opérations sont menées dans un secteur qu'elles détiennent (petit élevage par exemple) elles sont rapidement confisquées par les hommes dans la mesure où elles s'avèrent rentables ;

- les terres se raréfiant (pression démographique, sécheresse, accaparement) les champs qui leur sont encore attribués sont les plus épuisés, ou les plus éloignés du village ;

- les modèles de consommation qui leur sont proposés les aliènent un peu plus à la domination exercée par le capitalisme international ;

- certaines réalisations techniques, menées sans études économiques suffisantes, les dépossèdent d'une activité rémunératrice sans que, plusieurs années après, la rentabilité de l'opération soit prouvée (exemple de la décortiquerie de riz dans l'ouest).

● l'absence de leur « parole » aux différents niveaux de pouvoir

même si, au sein de leur famille, celle-ci est quelquefois recherchée et entendue.

— Je ne cite que pour mémoire un problème que je connais mal mais dont il me semble qu'il peut devenir grave : celui de **l'impuissance à former réellement des enfants** dans une société éclatée, des villages désertés par l'exode, un quotidien trop pesant.

Il faut terminer, non parce que tout a été dit, mais afin d'exprimer au moins ce que je pense profondément :

Face aux changements sociaux graves qui interviennent et dans un contexte de domination économique extérieure, **il est vital qu'on entende ce que les femmes ont à dire et qu'un dialogue puisse s'établir avec les hommes.**

Il faut que tous les groupes sociaux puissent participer à l'évolution et préciser ce qu'ils sont, ce qu'ils souhaitent, ce à quoi ils sont prêts à s'engager et dans quelles conditions.

De ce dialogue seul naîtra un développement authentique et les moyens d'échapper à l'aliénation. Les hommes et les femmes des villages me paraissent bien armées pour l'enrichir si l'on sait les écouter.

Il est encore temps mais il faut faire vite.

Annette CORREZE